

MOUVEMENT



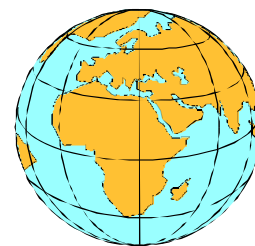
EUROPE

Rue Hector Blondiau, 22 7070 Mignault (Belgium)

Tél. FR. : Brasseur J.P. 0499 35 85 72

FR, EN. : Roussel Pascal 0473 97 49 67

FR, EN, IT : Marilena Di Stasi 0486 501 83 64



[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

« Libérer le travail en le détaxant et financer notre sécurité sociale  
par une taxe sur la consommation, uniquement sur les produits  
qui le plus souvent, sont fabriqués par la machine »

# LE VIVANT-EUROPE

## électronique

### N° 32 (mai 2006)

**Présentation du livre "Plan B, Changer la gouvernance européenne".**

Edition LABOR  
Auteurs BOUAL et Consors  
Français-Anglais sur plus de 350 pages  
Prix de lancement : 15 euros

Une réunion informelle des ministres européens des Affaires étrangères sur le futur de l'Europe se tiendra les 27 et 28 mai à l'Abbaye de Klosterneuburg, près de Vienne, en préparation du Conseil européen de juin.

Le livre a été envoyé entre autres aux 25 ministres des Affaires étrangères et aux 25 ambassadeurs membres du Coreper, y trouveront-ils de l'inspiration avant de se réunir à Klosterneuburg ? Nous voulons faire souffler un nouveau vent d'optimisme sur l'Europe. Le livre "Plan B", qui vient d'être publié aux Editions LABOR, présente une série de propositions pour une feuille de route 2006-2009 à l'attention de ce Conseil européen de Juin.

Le " Plan B " permettra de transformer le contexte, avant de revoir le texte du traité constitutionnel, de faire souffler un esprit nouveau et de retrouver de l'optimisme.

Mais la poursuite du rêve européen est à notre portée et cela dès 2006, si nous sommes prêts à changer de schéma mental, à oser de nouveaux paradigmes, à sortir du schéma TINA (TINA pour "There is no alternative"), qui nous a conduit dans l'impasse.

Le premier signe de changement doit être donné par le Conseil de Juin 2006. Ce Conseil doit poser des questions, en s'inspirant de la déclaration de Laeken, définir de nouveaux jalons et fixer un nouveau calendrier qui permette à toute la société européenne d'innover. Pour

reprendre la formule du Président Barroso " il faut transformer le contexte, avant de revoir le texte ".

Le Président Barroso a aussi déclaré, le dimanche 19 Mars 2006, qu'il faudrait " prolonger la période de réflexion ", vu l'absence de réponse aux questions posées par les NON.

Trois constats très clairs ont émergé des auditions sur la " crise constitutionnelle ", organisées les 24 et 25 avril 2006, à l'initiative du- Parlement européen :

1. La période de réflexion ne doit pas être synonyme de " temps vide ", comme nous l'avons vécu depuis l'année dernière.
2. Il n'y aura pas d'issue sans amélioration de la gouvernance.
3. Il faut absolument créer de nouveaux mécanismes de gouvernance, qui permettent à la démocratie participative de progresser. C'est indispensable pour créer un nouveau contexte susceptible de dépasser la crise actuelle.

Le Forum Permanent de la Société Civile Européenne, dont les auteurs du- livre " le Plan B " sont tous des membres, est d'accord pour une poursuite de la période de réflexion, mais il attend du Conseil de juin 2006 qu'il convienne d'un calendrier jusqu'en 2009 et d'une feuille de route qui prévoie :

1. De réunir les "Etats Généraux de l'Europe en Réseaux" en Septembre 2006, pour 10 mois, - avant de revoir le texte du traité constitutionnel, que deux pays au moins n'auront pas ratifié - de sorte que tous les acteurs sociétaux de l'Union définissent ce qu'ils veulent faire ensemble et dans quelles conditions ils peuvent souscrire à un Contrat Sociétal pour une économie florissante et une société de bien-être pour tous.
2. La capacité de digérer de nouveaux élargissements fait l'objet de nombreux questionnements, nous proposons de tenir une Conférence à Istanbul en janvier 2007 pour une "Alliance des 3 mers"(Mer Caspienne, Mer Méditerranée et Mer Noire) - de manière à former un nouvel anneau- olympique - à l'horizon 2010, avec quatre corbeilles dans la discussion : énergie et eau, zone d'échange libre et durable, droits de l'homme, jeunesse, avec des outils comme les budgets de la politique de voisinage.
3. "Déclaration d'Interdépendance" des citoyens européens dont le projet sera présenté à Rome en mars 2007 à l'occasion du cinquantième anniversaire du Traité de Rome.
4. Une Convention III, qui sera convoquée au deuxième semestre 2007, pour améliorer le traité constitutionnel et rédiger une véritable Constitution sur la base des conclusions issues des "Etats Généraux de l'Europe en Réseaux" et plus particulièrement la mise en place de nouveaux indicateurs pour mesurer le progrès sociétal.
5. La "consultation" de tous les citoyens européens, en même temps et partout dans l'Union à propos de la Constitution en juin 2009 à l'occasion des élections européennes.

Cordialement

Daniel Spoel,  
Forum Permanent de la Société Civile Européenne